

**PROCÈS VERBAL
DU CONSEIL DE FACULTÉ
du 13 octobre 2014
voté le 24 novembre 2014 avec deux modifications
Sous la présidence du Doyen Didier GUÉVEL**

Étaient présents : Mme Geetha Ganapathy M. Didier Guével ; M. Guilhem Julia ; Mme Claudine Moutardier ; M. Laurent Mernier ; Mme Claire Pilloy ; M. Charles Reiplinger ; Mme Céline Ruet ; M. Philippe Sueur ; Mme Muriel Tapie-Grime.

Était représentée : Mme Anne Penneau

Invités permanents : Mme Sandra Cochot ; Monsieur Yann-Arzel Durelle-Marc

Ordre du jour (10h-13h) :

- 1) Informations diverses ;
- 2) Procès-verbal de la réunion du Conseil du 16 juin 2014 (*) (**) ;
- 3) Conventions internationales (*) (**) ;
- 4) Élection de divers responsables pédagogiques (*) ;
- 5) Création d'un DU d'« Approche pluridisciplinaire de la vulnérabilité » (*) (**) ;
- 6) Renouvellement de la maquette IDEF (*) (**) ;
- 7) Modifications de la maquette M1 Droit public (*) (**) ;
- 8) Demande(s) d'emploi(s) nouveau(x) (*) ;
- 9) Procédures d'analyse des demandes d'équivalences et d'inscriptions (*) ;
- 10) Questions diverses.

(*) Points susceptibles de donner lieu à un vote

(**) V. pièces jointes

La séance est ouverte à 10h par le Doyen Didier Guével.

1) Informations diverses

Le doyen donne une série d'informations utiles :

- Travaux de la dernière réunion de la Conférence des Doyens (sur le Doctorat et l'entrée en Master) ;
- Une réunion de la Conférence des Doyens devrait se tenir dans notre faculté à l'automne 2015 ;
- Recrutements selon la nouvelle procédure dite du « 46.1 » ;
- Retour imposé de l'« AJAC » ;
- Félicitations à Mme Hiebel et à M. Lafaille pour leur élection à la Commission scientifique de l'Université ;
- Usage conseillé des adresses de l'Internet en « univ-paris13.fr » ;
- Événements de la semaine indienne, avec la présence, le 13 octobre, de monsieur l'ambassadeur d'Inde en France ;
- Utilité de citer la Faculté de Droit, Sciences politiques et sociales à l'occasion de toutes signatures, mentions de titres, annonces de colloque etc. ;

- Réception du schéma directeur immobilier qui fait apparaître un manque criant de surfaces de la Faculté par rapport à ses effectifs (elle dispose de 2 818m² et il lui en faudrait 6 228, selon le dernier schéma directeur immobilier) ;
- Pose de badges sur les portes des salles de cours et TD ;
- Ouverture de la salle de travail destinée aux étudiants ;
- Dates des prochaines réunions du Conseil (24/11/14, 12/1/15, 2/3/15, 11/5/15, 15/6/15, 12/10/15, 23/11/15 et 11/1/16) ;
- Fin de la convention avec l'IEPP ;
- Priorités dans le prochain « dialogue de gestion » : le remplacement des emplois vacants et l'ouverture des parcours accrédités, éventuellement aménagés ;
- Loi nouvelle relative aux stages (loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014) ;
- Projets de création d'un BDE et d'une « Clinique du Droit » et création du site « Culture player ».

Mme Tapie-Grime, assessesseure à la pédagogie fait, ensuite, le point sur l'état des travaux de la Commission ad hoc chargée de réfléchir aux nouvelles modalités de la prise en compte des activités sportives dans nos cursus.

M. Durelle-Marc, assesseur à la recherche et représentant la Faculté auprès de l'UNJF, présente les conclusions de la dernière assemblée générale de cet organisme dont la Faculté est membre et dont l'utilité en matière de cours « en ligne », n'est plus à démontrer.

2) Procès-verbal de la réunion du Conseil du 16 juin 2014

Après présentation, ledit procès-verbal est soumis au vote :

Vote favorable à l'unanimité, sans modification

Ce procès-verbal sera disponible sur le site de la Faculté.

3) Conventions internationales

Monsieur Reiplinger, assesseur chargé des relations internationales et ultramarines, présente les projets de conventions en cours :

- Convention avec l'Ecole nationale supérieure de sciences politiques d'Algérie portée par Monsieur Mekki :

Vote favorable à l'unanimité

- Convention avec l'Institut des relations internationales de l'Université nationale Taras Chevchenko de Kiev (Ukraine) :

Vote favorable à l'unanimité

- Convention avec l'Université de finance près le gouvernement de la Fédération de Russie de Moscou (Russie)

Vote favorable à l'unanimité

4) Élection de divers responsables pédagogiques

Il est donné lecture des réponses à appels de candidatures pour les fonctions vacantes établissant le tableau ci-après présenté :

2014/2015

Tableau des responsables enseignants de la Faculté DSPS

Doyen	Didier Guével
Assesseurs du Doyen	Muriel Tapie Grime (<i>Pédagogie</i>) Charles Reiplinger (<i>International</i>) Yann-Arzel Durelle-Marc (<i>Recherche</i>)
Responsable de la Capacité en Droit	Alain Pipart
Responsable de la Licence Droit	Antoine Gouëzel
L1	Philippe Sueur
L2	Yann-Arzel Durelle-Marc
L3	Dominique Hiebel
Responsable de la Licence AES	Xavier Dauchy
L1	Aurelle Levasseur
L2	Charles Reiplinger
L3	Xavier Dauchy
Responsable de la Licence LAP	Frantz Pellaton
Responsable de la Licence Sciences politiques, parcours Sociologie politique	Muriel Tapie Grime
Responsable de la Licence AES IRTS	Xavier Dauchy appel à candidature pour le (la) co-responsable
<u>MENTION DROIT</u> Responsable : Charles Reiplinger	
MASTER 1	
Droit des affaires	Anne Fauchon
Contentieux	Anne Cécile Martin
Droit social et relations sociales dans l'entreprise	Nathalie Ferré
Droit immobilier	Anne Penneau
Droit européen et international	Anne Étienney Anne Fauchon
Droit public interne et européen	Jean-Jacques Ménuret
MASTER 2	
Droit des affaires	Nathalie Blanc
Droit économique, européen et international	Franck Latty
Droit fiscal, européen et international	Cendrine Délivré
Droit public interne et européen	Interne : Eric Desmons Européen : Séverine Leroyer
Contentieux	Anne Cécile Martin
Droit social et relations sociales dans l'entreprise	Laurent Gamet
Droit immobilier	Anne Penneau Marie-Christine Autrand
<u>MENTION SCIENCE POLITIQUE</u> Responsables :	

Muriel Tapie Grime Thomas Ribémont	
MASTER 1	
Relations et échanges internationaux	Virginie Roche Thomas Ribémont
Politique et action publique	Marie Loison
MASTER 2	
Affaires et commerce international avec les pays émergents	Geetha Ganapathy Damien Besancenot
Coopération internationale et ONG	Thomas Ribémont Christel Cournil
Études stratégiques	Nicolas Clinchamps
<u>Conseil aux collectivités territoriales</u>	Philippe Plas Antoine Pécoud
Conduire et évaluer les politiques publiques	Muriel Tapie Grime
INSTITUT D'ETUDES JUDICIAIRES	
Directeur	Laurent Gamet
FONCTIONS DIVERSES	
Coordinateur des tuteurs	Antoine Gouëzel
Référent moniteurs	Antoine Gouëzel
Référent CLES	Nicolas Porret-Blanc
Référent C2i	Frantz Pellaton
Référent E-learning	sans
Coordinateur ERASMUS	Muriel Tapie Grime
Coordinateur équipement informatique	Nicolas Porret-Blanc
Coordinateur équipe Langues	Nicolas Porret-Blanc
Responsable des équivalences	Roland Ricci
Directeurs de laboratoires	CERAL Antoine Pécoud CERAP Éric Desmons IRDA Mustapha Mekki Cyril Grimaldi (dteur adjt)
Présidents de Sections	Droit privé et Sciences criminelles Guilhem Julia Droit public Jean-Jacques Ménuret Histoire du Droit Philippe Sueur Sciences politiques P. Lefébure Sciences sociales Muriel Tapie-Grime Langues Vote en attente

Ledit tableau est soumis au vote :

Vote favorable à l'unanimité

5) Création d'un DU d'« Approche pluridisciplinaire de la vulnérabilité »

La prise en charge des personnes vulnérables relève de la compétence de plusieurs acteurs. Le projet de création du DU d'« Approche pluridisciplinaire de la vulnérabilité » a pour objectif de répondre à la forte demande émanant de professionnels des domaines de la santé, du Droit et de la protection sociale, et de leur apporter une formation pluridisciplinaire dans des spécialités qui ne sont pas les leurs.

Vote favorable à l'unanimité

6) Renouvellement de la maquette IDEF

Présentation est faite des maquettes des Licences 1ère, 2ème et 3ème années de Droit, ainsi que la maquette de Master 1 de Droit des affaires, dans le cadre des formations délocalisées en Grèce, au sein de l'IDEF.

M. Sueur, souligne qu'après un très long combat contre le gouvernement grec, les diplômes étrangers et notamment les diplômes français sont enfin reconnus dans le pays. Il évoque également la qualité de l'Institut partenaire, tant pour sa direction, que pour le choix des enseignants.

Vote favorable à l'unanimité

7) Modifications de la maquette du Master 1 de Droit public

Après discussions à propos d'un projet de modification de la maquette d'un Master, il est rappelé que rien ne peut être présenté sur le site de la Faculté sans l'accord préalable du Doyen.

Le Doyen, par ailleurs, demande que, dans la mesure du possible, toute modification envisagée, pouvant avoir un impact sur le service des enseignants, fasse l'objet d'échanges préalables réciproques.

Le Doyen appelle les Sections à améliorer leur dialogue, notamment pour la répartition des services d'enseignement.

Il est rappelé qu'un service attribué ne peut être modifié, en cours d'année, qu'avec l'accord préalable de l'enseignant et de la ou des Section(s) concernés et du Conseil.

Il est proposé, pour le Master 1 de Droit public, pour le second semestre de l'année universitaire en cours, de ne pas ouvrir les matières nouvelles et non encore attribuées si moins de cinq étudiants y sont inscrits.

Vote favorable à l'unanimité

8) Demande(s) d'emploi(s) à remplacer et nouveau(x)

Remplacement des emplois vacants d'enseignants-chercheurs et de BIATSS :

Pour les enseignants-chercheurs :

Section 01 :

- 1 emploi vacant de PR 1274 (mutation de Mme Usunier)

Section 02 :

- 1 emploi susceptible d'être vacant de PR (n° 1347) (mutation de M. Latty en 2015)
- 1 emploi vacant de MCF (n° 0211) (admission à la retraite de M. Abella)
- 1 emploi vacant de MCF (n° 0517) (admission à la retraite de M. Étien)
- 1 emploi vacant de MCF (n° 0562) (agrégation et départ de Mme Tabau)

Section 03 :

- 1 emploi vacant de PR (n° 0023) (admission à la retraite de M. Sueur)

Section 04 :

- 1 emploi vacant de PR (n° 1262) (départ de M. Petiteville)

Pour le personnel administratif :

5 emplois de BIATSS demandés au recrutement (4 en catégorie C et 1 en catégorie B)

Emplois nouveaux demandés :

Pour les enseignants-chercheurs :

1. Un emploi de BIATSS pour les nouveaux parcours ;
2. En commun avec SEG (négociation entre Doyens) 50/50 :
 - 1 emploi de PR de Philosophie du Droit et de l'Économie (Section 17)
 - 1 emploi de MCF de Gestion (pour l'AES) (Section 06) ;
3. Un emploi de PR de Droit public (Section 02) ;
4. 1 emploi de MCF de Sociologie (Section 19) ;
5. 1 emploi de PR d'Anglais (transformation de l'emploi de MCF de Mme Ganapathy) ;
6. 1 emploi de MCF de Science politique (Section 04).

Pour le personnel administratif :

1 emploi de catégorie B (un secrétariat pédagogique pour venir en appui des nouveaux parcours de Masters 2 dont l'ouverture est prévue en 2015).

Vote favorable à l'unanimité

9) Procédures d'analyse des demandes d'équivalences et d'inscriptions :

Après un début de discussion sur les procédures relatives à l'étude des dossiers d'équivalence, il est décidé que ce point fera l'objet d'une proposition étayée lors d'un prochain conseil.

10) Questions diverses :

Aucune question diverse

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 13h00.